

L'impossible développement 218

Christian de MITTELWIHR

Contribution au débat suscité par le Sommet de la Terre de Johannesburg.

Le « *sustainable development* » a été malencontreusement traduit en français par « développement durable » au lieu de « développement viable » – car « *sustainable* » a un rapport à la vie – alors que la traduction française est une approche par la mort, par la transmission de l'héritage du père aux enfants. Les Français y ajoutent que les pouvoirs publics et privés doivent ou devraient gérer les activités en bons pères de famille... sans laisser la parole aux enfants, car les pères sont pour le maintien des acquis antérieurs, ce qui referme le développement sur lui-même et la décision est isolée des faits réels.

Aujourd'hui, il n'est pas possible de proposer quelques versets de la Bible comme base de réflexion sur le développement quand quelques autres ont été utilisés durant des siècles, voire des millénaires, pour aboutir à la situation actuelle de l'humanité, y compris la mondialisation. La difficulté des Eglises est de se préoccuper de problèmes pour lesquels elles n'ont pas été préparées, pour lesquels rien dans leurs théologies ne leur permet d'intervenir pour pouvoir envisager un futur, alors que l'usage biblique a conduit à la situation actuelle.

Seule une remise en place historique des récits bibliques et leur réactualisation donneront aux Eglises une dimension progressiste et une projection dans le futur avec la nécessaire fin du concept de la dominance d'une seule espèce, l'espèce *Homo sapiens*. Cet anthropocentrisme, sur lequel sont fondées les trois religions monothéistes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam, condamne aujourd'hui cette même espèce.

Avec l'explosion démographique liée à un développement socio-économique anarchique, les phénomènes environnementaux ont une complexité que les citoyens découvrent subitement avec impuissance et peur face aux perspectives incertaines de l'avenir. Il n'y a aucune place pour une autorité ou un pouvoir ecclésial de prôner un devoir d'obéissance. Même le coup de projecteur sur la « sauvegarde de la création » fut un arbitraire qui laissa place aux intérêts et aux fantasmes de ceux qui l'ont manié. L'écologie (la science) marque une frontière nette entre science et théologie et le « silence » de la Bible laisse toute la place à cette science qui énonce dans ses conclusions des lois de la nature, dont certaines sont contraires aux dogmes religieux.

Pour la première fois, l'homme actuel est seul face à son destin, non plus comme fils du Père, mais comme père pour ses fils, et il s'aperçoit, enfin, que Dieu l'a chassé de l'Eden ■

RÉFORME N° 2996
5-11 SEPTEMBRE 2002

La mer, la mère ! 220

Christian de MITTELWIHR

Le domaine marin est un espace vital primordial pour toute l'humanité : il couvre 71 % de la surface de la Terre, il régit en grande partie les climats et temps quotidiens du domaine terrestre, il est le poumon de la Terre, étant un formidable capteur du CO₂ atmosphérique. Économiquement, il représente 20 % des apports protéiniques des hommes, une voie de transport aussi ancienne qu'intense (des dizaines de millions de trajets maritimes par an, principalement des cargos et des ferrys), un lieu de villégiature très prisé. Pourtant, si la mer jouit globalement d'une prise en compte environnementale, c'est qu'elle est... à forte valeur ajoutée pour le tourisme, la pêche, le trafic maritime et le commerce. Mais, malgré cela, aucun groupe de pression (lobby) ne soutient globalement la mer, car les statuts internationaux des eaux marines et les droits et usages des zones littorales nationales ne font que soutenir les groupes socio-économiques exploitant directement ou indirectement la mer, mais aux intérêts divergents. Rien pour la sauvegarde écologique de ce domaine pourtant fondamental à notre survie.

« Seul le court terme est privilégié... »

Deux exemples récents apportent une grosse poignée de sel dans l'usage anthropocentré des eaux marines. D'abord, les restrictions sur les quotas de pêche démontrent la difficulté des pêcheurs de soutenir une politique européenne d'efforts de pêche fondée sur l'évolution à moyen et long terme des stocks de poissons, indispensable selon les analyses scientifiques. L'intérêt économique et financier, souvent sous contrainte de lourds crédits d'équipement, aidé aussi par une image à la Victor Hugo du marin-pêcheur (de préférence breton), s'est toujours imposé au mépris d'une gestion raisonnable et durable de la mer par tous les protagonistes. Ensuite, la dernière marée noire (avant la prochaine) souligne l'absence de cohésion européenne pour aboutir à une réglementation du trafic maritime dans les eaux de l'Union européenne, l'incapacité d'une réponse écologique par les autorités tant nationales que régionales, en Espagne comme en France, pour ne développer que des moyens pour éliminer au plus vite tout ce qui peut engendrer un manque à gagner. Cela peut aussi s'appliquer aux conséquences des inondations. Ces moyens conduisent parfois même à une aggravation des effets de l'événement. Seul le court terme est systématiquement privilégié... et voulu par tous les acteurs concernés par une catastrophe économique, comme si aucun ne veut voir au-delà du bout de son nez, quitte à ce que tout recommence l'année suivante ou même avant. C'est à ces comportements irresponsables qu'il faut appliquer la phrase largement galvaudée :

« Plus jamais ça ! » ■

RÉFORME N° 3011-3012
26 DÉCEMBRE 2002-8 JANVIER 2003

S'attaquer à la pauvreté 222

Christian de MITTELWIHR

Les dimensions de la pauvreté sont multiples, telles que la privation de biens fondamentaux (éducation, santé, nutrition), le dénuement matériel, la malnutrition, les maladies, la vulnérabilité, la marginalisation... Pour attaquer la pauvreté, il faut avoir une vision globale de toutes ces dimensions et mener une action à long terme. La complexité de la notion de pauvreté met en évidence la précarité de nombre de personnes qui évoluent entre des états « pauvres » et « riches » au cours de différents moments de leur vie. Il faut donc opérer une distinction entre pauvreté chronique et pauvreté transitoire. Notre monde change et nous feignons de ne pas le voir : notamment celui du travail, polarisant à une extrémité sur des emplois spécialisés, pour une élite de « techniciens », à l'autre une masse grandissante de travailleurs flexibles semi-qualifiés et une baisse progressive du nombre d'emplois stables pour les travailleurs non qualifiés. Aussi, des stratégies individuelles, familiales, collectives doivent être mises en œuvre pour atténuer ces effets. Encore faut-il que dilemmes, conflits, oppositions d'intérêts pouvant surgir puissent être arbitrés et résolus. Un point trop souvent sous-estimé est l'inégalité devant l'éducation, qui représente une contrainte majeure dans les possibilités de mobilité sociale. Le verset des Proverbes prend ici une nouvelle acuité : « *La pauvreté et la honte arrivent à qui rejette l'instruction, mais celui qui a égard à la répréhension sera honoré.* » (Pr 13,18).

« Faire de l'équité sociale une valeur fondamentale »

Exclusion sociale, chômage et sous-emploi structurel, tout comme la dérégulation progressive du marché du travail et le développement d'emplois précaires, sont devenus des problèmes mondiaux. Ces processus affectent toutes les sociétés mais sous des formes différentes et à des degrés divers de gravité. En conséquence, une véritable politique de la pauvreté conduit à remettre en cause la distribution des richesses à tous les niveaux. Il devient indispensable de prôner une politique de transfert des ressources, pas seulement monétaires, vers les pauvres. D'autant qu'il n'y a pas de relation inévitable entre inégalités et croissance. Les pays riches auront bien plus de facilité à adapter leur développement et à faire de l'équité sociale une valeur fondamentale. Le citoyen, pour pouvoir faire face à ces choix qui dépassent largement son petit bien-être personnel et mettre en œuvre les stratégies nécessaires, doit d'abord être convaincu de sa responsabilité « personnelle » et devenir un militant qui ne la délègue plus à la commune, au département, à la région, à l'Etat et l'Europe, pour d'ailleurs mieux critiquer les décisions prises ■